



Rapport Annuel 2016

Thèmes principaux. Aperçu des Projets. Rapport Financier et Résultat total. Organigramme.



medico international

medico international

Une aide différente pour un monde différent

Depuis près de 50 ans, l'organisation de coopération et de défense des droits humains, medico international, lutte en faveur du changement social. Par solidarité avec les exclus et les marginalisés de l'hémisphère Sud, medico s'est engagée à promouvoir des conditions de vie dignes garantissant au mieux la santé et la justice sociale. L'objectif n'est pas seulement de réduire la pauvreté, la détresse et la violence, mais aussi d'identifier et d'éliminer leurs causes. En effet, le monde ne souffre pas d'un manque d'aide, mais de conditions nécessitant de plus en plus d'aide.

Pour medico, l'aide fait partie intégrante d'une action politique globale et solidaire. Dans nos efforts de soutien des processus d'émancipation, nous avons pleinement conscience des conséquences ambivalentes de l'aide. Notre action s'appuie sur la maxime « défendre l'aide, critiquer l'aide et surmonter l'aide ». L'enjeu essentiel est la coopération en partenariat avec des acteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Au lieu d'exporter du matériel ou des projets, nous favorisons les structures et les initiatives locales. Nos partenaires ne sont pas des bénéficiaires passifs de l'aide ; ce sont au contraire des acteurs compétents qui organisent l'entraide dans le cadre de la lutte pour de meilleures conditions de vie et pour le droit à la santé.

Les situations de crise et d'urgence ne sont pas des phénomènes naturels. La pauvreté et la violence ont leurs sources dans les relations mondiales d'exploitation et de domination. C'est pourquoi le travail d'information critique constitue une des tâches principales de medico international. Toujours prêts à défendre les droits des exclus de la société, nous sommes actifs dans les réseaux mondiaux, lors de manifestations et au moyen de publications et de campagnes. Nous tenons le public informé des conflits oubliés, des intérêts confisqués et des dépendances cachées. Notre objectif est de mettre en place et de promouvoir une opposition d'opinion transnationale regroupant les idées d'une vie digne et agréable pour tous les êtres humains, de droits de l'homme universels, de responsabilité publique et de biens communs institutionnalisés accessibles à tous.

medico international
Burgstraße 106
60389 Frankfurt am Main
Allemagne
Tel. +49 69 944 38-0, Fax +49 69 436002
info@medico.de, www.medico.de
www.facebook.com/medicointernational
www.twitter.com/nothilfe

Rédaction: Katja Maurer, Christian Sälzer
Mise en page: Andrea Schuldt
Traduction: Tazir International Services

Juin 2017



medico international



Brigitte Kühn
Présidente



Thomas Gebauer
Directeur Général

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Si nous parvenions à montrer que les choses peuvent aussi se passer différemment, ce serait déjà un très bon résultat ». L'appel de Paul Parin, auteur et psychanalyste, membre du conseil d'administration de la fondation medico jusqu'à sa mort survenue en 2008, n'a rien perdu de sa force. Nombreux sont ceux qui continuent de croire au mythe néolibéral selon lequel il n'existe aucune alternative. Il semble qu'il leur soit plus facile d'imaginer l'effondrement du monde que la fin de l'ordre économique en place fondé sur la croissance et le profit. Face aux inégalités sociales croissantes, il est aujourd'hui totalement inacceptable de vouloir continuer « comme si de rien n'était ». Toutefois, nous ne pouvons pas laisser aux partis de droite ou aux populistes le soin de définir les alternatives. Dans de nombreux pays, on constate une remontée menaçante du nationalisme réactionnaire, de l'autoritarisme et de la répression.

Il n'en est que plus important de continuer à faire pression pour des alternatives émancipatrices. Un avenir construit sur la solidarité est possible, comme en témoignent les projets et les idées de nos organisations partenaires. L'aide aux réfugiés assurée par des initiatives solidaires, la pression exercée par la société civile pour la démocratisation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la défense du droit à la libre expression sont autant d'exemples renforçant la grande idée d'un monde différent, d'un monde de solidarité dans lequel aucune étiquette de prix ne colle aux personnes et aux choses. L'objectif, c'est la mise en place de liens sociaux permettant à chacune et à chacun, où que ce soit, de vivre une vie en dignité et en autodétermination.

Au total, nous avons soutenu environ 120 projets dans une trentaine de pays en 2016. Parmi les grands défis politiques et logistiques à relever, citons la situation des populations piégées et encerclées par la guerre en Syrie, les efforts de reconstruction dans les provinces kurdes du pays, et l'aide aux réfugiés en Syrie et dans les pays voisins. Nous avons accordé une attention particulière à l'amélioration des conditions de sécurité au travail, notamment au Bangladesh et au Pakistan. En Afrique du Sud, nous avons soutenu un programme visant à renforcer le rôle des travailleurs de santé. Au Mali et en Sierra Leone, nous avons soutenu des organisations d'es migrants expulsés et, dans une moindre mesure mais de manière très efficace, nous avons prêté assistance aux personnes ayant fui en direction de l'Europe et, plus particulièrement, vers l'Allemagne.

Vous en saurez plus en lisant ce rapport annuel. Enfin, nous remercions de tout cœur nos partenaires dans l'hémisphère sud pour leur confiance et leur coopération, dans notre engagement commun pour montrer que les choses peuvent aussi se passer différemment.

Sincèrement vôtre,

Brigitte Kühn

Thomas Gebauer

Douze mois, douze manifestations

Népal

Reconstruction durable

Huit mois après le tremblement de terre, le gouvernement népalais a, le 16 janvier, officiellement démarré la « phase de reconstruction ». De nouveaux projets ont également été lancés en parallèle par un certain nombre de partenaires de medico qui avaient déjà offert une aide d'urgence après le séisme pour mettre en place des infrastructures sociales durables dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et de la santé.

Turquie

Guerre d'Ankara

Depuis des mois, l'armée turque mène une attaque générale contre l'administration autonome kurde dans le sud-est du pays. Des centaines de milliers de personnes fuient Diyarbakır et Cizre, dont des quartiers entiers ont été détruits. Face à cette catastrophe humanitaire, les partenaires de medico offrent une aide d'urgence et des conseils juridiques et documentent les violations des droits de l'homme. À la fin de l'année, ils ont également été interdits d'opérer.

Brésil

La fin d'une époque



La présidente Dilma Rousseff est renversée par un « coup d'État parlementaire ». La fin du projet gouvernemental de 13 ans du Parti des travailleurs [PT] est le début d'un démantèlement néolibéral rigoureux qui force également les partenaires locaux de medico à repartir sur de nouvelles bases.

Janvier

Mars

Mai

Février

Avril

Juin

Guatemala

Une décision historique



Pour la première fois, des femmes autochtones ont gagné une action en justice contre d'anciens militaires pour agressions sexuelles pendant la guerre civile. La décision donne lieu à l'ouverture d'autres procès contre l'impunité - un succès des partenaires locaux de medico qui ont soutenu des témoins et victimes pendant de nombreuses années.

Grèce

L'astuce de l'hôtel

L'Europe baisse les rideaux. Un pays après l'autre ferme ses frontières, si bien que la « route des Balkans » devient un cul-de-sac pour des dizaines de milliers de réfugiés. Alors que les images d'Idomeni, en Grèce, font le tour du monde, un groupe d'action athénien ouvre le City Plaza Hotel pour en faire un refuge dans le centre de la capitale.

Allemagne

Pose de la première pierre pour plus d'indépendance



Grâce à l'augmentation de ses actifs, la fondation medico international a acheté un terrain à Francfort et le 9 juin a été posée la première pierre de la Maison medico qui donnera une plus grande indépendance à l'association et à la fondation.

Allemagne**Libre-échange et santé**

Peu avant la journée d'action nationale contre les accords prévus du Grand marché transatlantique [TTIP] et du CETA, à laquelle ont participé 320 000 personnes, la brochure « droit au profit ? », coéditée par medico, a été publiée. Elle montre comment, à l'échelle mondiale, les accords de libre-échange nuisent à la santé.

Afrique du Sud**Contre la tragédie**

16 ans après le Congrès sur le sida, à Durban, 20 000 chercheurs et activistes, y compris des partenaires de medico en Afrique du Sud et au Liban, se sont réunis au même endroit. Dans l'allocution de clôture, ONUSIDA a reconnu le rôle des agents de santé communautaires dans la lutte contre le VIH et le sida, ces derniers constituant un groupe dont l'auto-organisation est soutenue par medico.

Turquie**Répression systématique**

Le régime de l'AKP passe à la vitesse supérieure dans la répression systématique des voix et forces dissidentes. Environ 300 organisations d'aide, fondations de défense des droits de l'homme, alliances pour la protection des enfants et initiatives culturelles et populaires sont interdites, y compris des partenaires de medico tels que l'association d'aide Rojava.

Juillet

Septembre

Novembre

Août

Octobre

Décembre

Pakistan /Allemagne**Vers un précédent**

La Cour d'appel de Dortmund a accordé une aide judiciaire aux travailleurs du textile du Pakistan ayant engagé des poursuites contre KiK. Un premier succès dans un procès soutenu par medico quant à la responsabilité de l'entreprise textile dans l'incendie d'une usine à Karachi.

Togo**Une politique de migration « du bas vers le haut »**

Alors que le gouvernement allemand et l'UE dépensent de l'argent et exercent des pressions pour tenter de faire adhérer les pays africains à leur lutte contre la migration, Visions Solidaires, un partenaire de medico, invite d'autres organisations ouest-africaines organisées en Observatoire à une conférence sur la politique migratoire à Lomé. Les membres de l'alliance de la société civile critiquent l'Europe et la docilité de leurs propres gouvernements.

Syrie et Irak**Poursuite de l'aide d'urgence**

Les combats à Rojava et pour la reprise de Mossoul entraînent de nouveaux flux de réfugiés. Malgré toutes les difficultés rencontrées, medico et ses partenaires réussissent à poursuivre leur action solidaire et leur aide d'urgence, par exemple pour la ville kurde de Kobané et les réfugiés fuyant Mossoul.

La restriction des espaces de la société civile

La démocratie sous pression

L'engagement au sein de l'opposition est diffamé, des ONG sont interdites, la critique du pouvoir est assimilée à une trahison de l'État: partout dans le monde, les espaces laissés à la politique émancipatrice sont systématiquement amputés. Quatre exemples d'obstruction du travail des partenaires de medico.



La police arrête des manifestants qui protestent dans la capitale turque Ankara contre l'arrestation des avocats du parti de gauche prokurde HDP.

Turquie

En Turquie, les espaces démocratiques ne sont pas progressivement contractés en 2016 – ils ont été réduits à néant purement et simplement. Le coup d'État manqué de l'été a donné au régime d'Ankara une nouvelle excuse d'interdire des forces gênantes dans des domaines importants de la société. Des dizaines de milliers de personnes ont été emprisonnées ou forcées de démissionner de leur poste; la liberté de la presse a pratiquement été abolie; des membres du Parlement ont été emprisonnés et les maires issus de l'opposition ont été démis de leurs fonctions. En novembre, un coup brutal a été porté à l'indépendance de la société civile. 370 organisations de défense des droits civils, associations de protection des enfants, associations de femmes, initiatives culturelles et citoyennes de toutes sortes ont été interdites, y compris deux partenaires de medico, l'Association de Solidarité et d'Aide au Rojava et l'Association du Barreau de Mésopotamie (Mesopotamian Bar Association). Ces dernières avaient déjà été victimes de coups fourrés, de blocage de leurs comptes, d'arrestation d'employés et de confiscation de réserves alimentaires. L'interdiction est une décision stratégique qui frappe, entres autres, ces deux organisations qui s'opposent à la guerre que mène l'armée turque contre l'administration autonome kurde dans le sud-est du pays. L'Association Rojava offre également une aide humanitaire aux habitants exilés des villes kurdes qui ont été bombardées. L'Association du Barreau a déposé plus de 600 plaintes contre la destruction et la confiscation des maisons et des biens. Vue sous cet angle, l'interdiction est une décision visant à bâillonner ceux qui contribuent à faire connaître la guerre intestine et les violations des droits de l'homme.



Égypte



Photo: El Nadeem

En février 2017, une photo de porte scellée a de nouveau figuré sur la page d'accueil du site de medico. Cette fois, c'était pour le El Nadeem Centre, dans le centre-ville du Caire, centre le plus connu de suivi des victimes de violences gouvernementales et domestiques du pays. Ce centre offrait une assistance psychologique et juridique directe depuis 1993. Indépendamment des changements du pouvoir politique en Égypte ces dernières années, le centre s'est opposé, sans ambiguïté, à toutes formes de violence de l'État, de l'armée et de la police à l'encontre des civils. Après la publication, au début de 2016, en commémoration du soulèvement de 2011 baptisé Printemps arabe, par El Nadeem d'un rapport annuel sur le nombre croissant de cas de torture – une « archive de l'oppression » –, les ministères de la Santé et de l'Intérieur ont tenté de fermer le centre. El Nadeem a protesté contre cette décision et a poursuivi ses activités. Au début de 2017, lorsque le centre a de nouveau fait état d'exécutions « extrajudiciaires », de mauvais traitements et de torture de prisonniers dans les postes de police et les prisons, la police a scellé les locaux et a interdit toute poursuite des activités – activités qui sont plus importantes que jamais dans la lutte pour retrouver les libertés acquises en 2011.

Israël



Photo: Halger, Freedomity

À la fin de 2015, le Cabinet israélien a approuvé une loi imposant une réglementation plus rigoureuse du travail des associations de défense des droits civils financées de l'étranger. C'est encore là une action de l'État contre ceux qui, de l'intérieur, au sein de la société civile, critiquent l'occupation ou le gouvernement. Parallèlement, on a constaté une augmentation générale des attaques, campagnes de dénigrement et obstructions à l'encontre du travail des ONG. Ces actions touchent également les partenaires de medico tels que Physicians for Human Rights – Israel, l'initiative Who Profits, et surtout Breaking the Silence, une organisation d'anciens combattants critiques à l'égard de l'occupation. Cette dernière a fait l'objet d'attaques virulentes de la part d'organisations nationalistes juives et de politiciens de droite. Des agents secrets ont infiltrés et espionnés Breaking the Silence pendant des mois et ont essayé d'entraîner sa fermeture. Les noms et adresses de tous les collaborateurs ont été publiés dans les réseaux sociaux. Le silence sur l'occupation ne doit pas être perturbé. « Pendant 49 ans, nous avons imposé une dictature militaire dans les territoires occupés, » déclare Yehuda Shaul de Breaking the Silence, « pouvons-nous sérieusement imaginer pouvoir garder cette situation au-delà de la Ligne Verte et malgré tout nous prévaloir de la démocratie ? »

Guatemala



Photo: medico

Ces dernières années, le système judiciaire du Guatemala, en coopération avec la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), s'en est violemment pris à l'oligarchie corrompue du pays. Les partenaires de medico ont également préparé le terrain pour plus de justice dans le pays. Il y a des décennies que l'organisation ECAP se consacre à des activités psychosociales dans le contexte de l'enquête sur la dictature et a, de cette manière, soutenu les actions en justice. Entre autres causes, les avocats défenseurs des droits de l'homme du Bufete de Derechos Humanos et de la Commission Internationale des Juristes (CIJ) ont joué un rôle dans la condamnation pour génocide de l'ancien dictateur Rios Montt et dans les peines prononcées contre cet ancien militaire pour l'enlèvement et l'asservissement de femmes du village de Sepur Zarco. Depuis, toutefois, les partenaires de medico sont devenus la cible d'une droite de plus en plus agressive pour avoir défendu des communautés autochtones contre des mégaprojets et pour avoir participé à l'affaire Creompaz dans laquelle des militaires de haut rang sont accusés d'être responsables de la disparition violente de 558 personnes. Les menaces et les accusations lancées contre les avocats Ramón Cadena (CIJ) et Michael Mörth (Bufete, CIJ) au motif d'avoir « participé à une conspiration criminelle » ont été suivies d'une perquisition de la maison de Cadena dans la ville de Guatemala. Des documents ont été examinés et un ordinateur portable, ainsi qu'un téléphone mobile, ont été dérobés. Les autres objets de valeur n'ont pas été touchés.

Christian Sälzer

Acteurs de médias au Brésil

En d'autres termes

Le monopole médiatique des anciennes élites a été une autre raison de l'échec du projet gouvernemental du Parti des travailleurs [PT]. Le portail de débat « Outras Palavras » d'Antonio Martins soutient un point de vue progressiste.



Photo: Gabriela Leite

Antonio Martins est le fondateur et le rédacteur du portail de discussion Outras Palavras (en d'autres termes), un partenaire de medico.

« Chaque défaite majeure est une source de préoccupation, mais certains aspects ont renforcé le sentiment d'impuissance pendant les longs mois du coup d'État parlementaire au Brésil. Comment un parlement dégradé, des médias rétrogrades et des entreprises décadentes pouvaient-ils gagner ? » C'est là le début d'une analyse en plusieurs parties de la situation au Brésil qu'Antonio Martins a publiée en 2016, y compris sur le site de medico (www.medico.de/projekte/brasilien). Les interrogations du journaliste sur le rôle des médias dans la destitution de Dilma Rousseff pendant l'été 2016 ne sont pas surprenantes. Pendant des mois, le plus important groupe de médias du pays, Rede Globo, a attisé les protestations de l'aile droite contre Dilma Rousseff, en faisant un battage sur des astuces budgétaires semi-légales qualifiées de trahisons du peuple. Par contre, les médias dominants, propriété d'un petit nombre de familles, donnent très rarement des détails sur la corruption dans les partis conservateurs et leurs politiques clientélistes d'enrichissement personnel. Pendant les treize années de pouvoir du PT, il n'y a pas eu de changement dans le monopole des principaux médias – par exemple les subventions accordées aux entreprises de médias privées.

Antonio Martins confronte cette domination avec d'autres informations et une forme différente de communication. Ex-activiste d'Attac et co-fondateur des Forums Sociaux Mondiaux ayant vu le jour à Porto Alegre, au Brésil, en 2001, Antonio Martins cherche depuis des décennies des alternatives à la socialisation capitaliste. Après avoir été rédacteur adjoint de l'édition brésilienne du Monde diplomatique, il a, avec d'autres journalistes, fondé Outras Palavras en 2009. Ce portail d'actualités et de discussions, soutenu par medico depuis 2016, associe le journalisme critique aux nouvelles solutions de communication – dialogue et participation, réseaux sociaux, blogs, et par-dessus tout ateliers et séminaires sur le journalisme. L'étroite coopération avec un réseau majeur permet aux rédacteurs, à São Paulo, de produire des actualités quotidiennes et des articles de fond. Conformément à sa recherche constante d'alternatives sociales, le portail critique également le modèle de développement mettant l'accent sur l'industrialisation et les megaprojets que les gouvernements du PT ont également soutenus, malgré l'opposition des populations autochtones et les protestations de la gauche.

Antonio Martins explique que la prise du pouvoir par un gouvernement de droite force la rédaction à s'opposer au démantèlement de la politique sociale et à réévaluer l'échec du projet gouvernemental progressiste. Son analyse se termine par une question qui est également un défi : « La lutte contre le système brésilien et les inégalités est plus urgente que jamais. D'un autre côté, la défaite de la gauche témoigne de l'échec d'un projet auquel nous étions tous associés d'une façon ou d'une autre. Sommes-nous suffisamment audacieux pour surmonter ce projet et aller au-delà ? »

Moritz Krawinkel

Activistes de la santé en Afrique du Sud

Lutter contre la précarisation

Juliet Kabe, de l'ONG Khanya College, Johannesburg, lutte en faveur de conditions de travail décentes pour les agents de santé communautaires.



Elle a elle-même été agent de santé, mais aujourd'hui, Juliet Kabe travaille dans un projet de réseau soutenu par medico visant à soutenir la lutte pour la reconnaissance juridique des agents de santé précarisés.

« Si vous êtes agent de santé communautaire, que faites-vous si vous êtes censé aider un patient à prendre ses médicaments alors qu'il n'a pas suffisamment à manger et que son estomac vide ne tolère pas les médicaments en question? Est-ce que vous lui faites prendre les médicaments malgré tout ou est-ce que vous sortez lui acheter de quoi manger avec votre propre argent ? » Lorsque Juliet Kabe travaillait comme agent de santé communautaire dans un district démuné, elle était quotidiennement confrontée au dilemme de devoir compenser les conséquences des conditions de vie inégales et de la pauvreté sur la vie des gens. Cette expérience l'a profondément émue et l'a amenée à s'attaquer à la situation précaire des agents de santé. Pour un salaire dérisoire et pratiquement sans aucun droit, les femmes et les quelques hommes qui travaillent dans ce secteur assument une fonction extrêmement importante dans le service de santé publique.

Juliet travaille actuellement pour l'ONG Khanya College, à Johannesburg, et elle lutte pour l'amélioration des conditions de travail des agents de santé dans les communautés de la province de Gauteng. Depuis 2014, Khanya College collabore avec six organisations partenaires à la réalisation d'un projet de réseau soutenu par medico et visant à renforcer l'auto-organisation du personnel soignant. Avec un talent exceptionnel d'organisatrice et après bien des luttes et sacrifices, elle a contribué à une première grande réussite en 2016. Le 18 mars 2016, le tribunal du travail a reconnu que les agents de santé ne sont pas des bénévoles mais des travailleurs, et que, par conséquent, la législation normale du travail s'applique également à eux. Un jugement décisif. Mais il venait à peine d'être rendu que le Ministère de la Santé commençait à sous-traiter le travail à une entreprise privée. Mais les femmes du Forum des Soins de Santé Communautaires de Gauteng (Gauteng Community Health Care Forum) ont refusé de capituler. Elles ont créé des comités dans près de 80 dispensaires locaux, fait des pétitions, organisé des manifestations d'information et des marches de protestation, jusqu'à ce que le Ministère de la Santé soit obligé de réagir au mouvement de protestation. L'issue de la situation reste incertaine.

Quoi qu'il en soit, le projet a créé un mouvement d'autonomisation de ces personnes auparavant exploitées. Juliet explique comment a été créée une plateforme que les agents de santé ont utilisée pour réseauter, où ils peuvent parler de leurs expériences, de leurs préoccupations et de leur lutte commune. « Dans la vie de tous les jours, les femmes doivent souvent se débrouiller toutes seules, alors qu'ici, elles peuvent mutuellement s'entraider. » Elle reconnaît elle-même que le réseau du projet medico l'a changée. « J'ai appris à préparer des budgets, à rédiger des rapports et à gérer moi-même des projets. Cela me rend forte. »

Maria Hartmann et Usche Merk

PROJETS APPUYÉS PAR RÉGION



AFRIQUE

Afrique du Sud

- Renforcement de la capacité d'auto-organisation des agents de santé communautaires en Afrique du Sud – Afrique du Sud, Section 27, Sinani, PHM Südafrika, Khanya College, Sophiatown Community Psychological Services (SCPS)
 - Renforcement des droits politiques et sociaux des personnes affectées par le VIH/sida, Sinani
 - Soutien institutionnel à Sinai
- 389 795,80 euros** [y compris soutien du BMZ]

Egypt

- Soutien institutionnel du centre El Nadeem de réhabilitation des victimes de violences
- 6 172,84 euros** [y compris soutien de la stiftung m.i.]

Kenya

- Plaidoyer pour la santé et les droits humains au Kenya, Kamukunji Paralegal Trust (KAPLET)
 - Participation à la présentation d'un rapport alternatif sur la mise en oeuvre des Droits Economiques, Sociaux et Culturels au Kenya lors de la Cinquante-septième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC), KAPLET
 - Soutien à des réfugiés et demandeurs d'asile membres de la communauté LGBTI (CESSI), KAPLET
- 36 232,06 euros**

Mali

- Soutien institutionnel à l'Association Malienne des Expulsés (AME)
 - Contribution aux célébrations des 20 ans de l'AME
 - Amélioration des conditions d'accueil des expulsés et des refoulés, Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali (ARACEM)
- 62 000,00 euros**

Mauretanie

- Soutien juridique et social des migrants et rencontre de réseautage régional, Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH)
- 30 000,00 euros**

Sahara occidental

- Fourniture de médicaments et renforcement des capacités dans les camps de réfugiés sahraouis. Formation du personnel pharmaceutique, Ministère de la Santé de la République Arabe Sahraoui (RASD)
 - Contribution à l'amélioration de la santé au travail et des conditions de stockage à la pharmacie centrale du ministère de la Santé Sahraoui (RASD)
 - Campagne relative à l'engagement controversé de Siemens dans des projets d'énergie renouvelable au Sahara Occidental occupé, Western Sahara Resource Watch (WSRW)
- 615 080,44 euros** [y compris soutien d'ECHO]

Sierra Leone

- Renforcement des droits juridiques et sociaux et de l'accès à la santé à la population pauvre de la région d'exploitation diamantaire de Kono, Network Movement for Justice and Development (NMJD)
 - Renforcement de la capacité d'auto-organisation de migrants refoulés et de leur plaidoyer pour les droits des migrants, Network of Ex-Asylum Seekers Sierra Leone (NEAS-SL) et Conscience International (CI)
 - Réseautage régional – Participation de représentants de NEAS-SL- aux célébrations des 20 ans de l'Association Malienne des Expulsés (AME)
- 30 649,25 euros** [y compris soutien de la stiftung m.i.]

Zimbabwe

- Prévention du VIH et amélioration des conditions de santé, Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ)
- 41 038,94 euros** [y compris soutien de la stiftung m.i.]

AMÉRIQUE LATINE

Brésil

- Droit universel d'accès à la santé, Centro Brasileiro de Estudos de Saúde (CEBES)
 - Réalisation du droit à la santé et réseautage avec JnT à Maranhao, Instituto Politicas Alternativas para o Cone Sul, PACS
 - Mise en oeuvre du droit à la santé et réseautage avec PACS à Rio de Janeiro, Justiça nos Trilhos (JnT)
 - Acteurs mondiaux allemands au Brésil. Comment les grandes entreprises se comportent-elles face aux droits humains? Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika (FDCL)
 - Appui à l'école fédérale du Mouvement des sans-terre (MST) du Brésil et à ses alliés, Escola Nacional Florestan Fernandes (ENFF)
 - Renforcement d'une opinion publique alternative au Brésil, Outras Palavras
- 115 645,00 euros** [y compris soutien du stiftung m.i.]

Chili

- Activités en faveur des droits de l'homme, Cooperación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo (CODEPU)
- 7 550,00 euros**

El Salvador

- Renforcement des structures du Forum de Santé National (FNS) dans les provinces de San Salvador et de La Libertad, Asociación de Promotores Comunales Salvadoreños (APROCSAL)
 - Renforcement des structures du Forum de Santé National (FNS) dans les provinces de Usulután und San Salvador, APROCSAL
 - Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale
- 35 846,05 euros**

Guatemala

- Autonomisation des jeunes et des enfants dans les communautés indigènes du nord du Guatemala, Asociación Coordinadora Comunitaria de Servicios para la Salud (ACCSS)
 - Défense des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans la région Ixcan, ACCSS
 - Renforcement de la sécurité alimentaire locale et de l'autonomie d'organisation dans la région Las Pozas, Sagrada Tierra
 - Lutte contre l'impunité et pour la démocratisation de la justice, Comisión Internacional de Juristas (CIJ) & Bufete Jurídico de Derechos Humanos (BJDH)
 - Renforcement du leadership des jeunes de la communauté de Maya Q'eqchi dans la région de Sayaxché, Petén, Sagrada Tierra
 - Projet forestier, Fundación Centro de Servicios Cristianos (FUNCE-DESCRI)
 - Transformation des conséquences psychologiques et sociales de graves violations des droits humains, Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial (ECAP)
 - Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale
- 270 656,96 euros** [y compris soutien du BMZ et stiftung m.i.]

Haiti

- Aide d'urgence à Goyavier après l'ouragan Matthew, Service oecuménique d'entraide (SOE)
 - Renforcement du mouvement des paysans haïtiens dans son engagement en faveur des droits humains, échange Sud-Sud avec Brasil, Escola Nacional Florestan Fernandes (ENFF)
 - Renforcement de l'État de droit et lutte pour le respect des droits humains et les libertés fondamentales en Haïti, Réseau national de défense de droits humains (RNDDH)
 - Aide d'urgence après l'ouragan Matthew à Les Irois (Grande Anse), RNDDH
- 281 496,29 euros** [y compris soutien du BMZ]

Mexique

- Caravane du Mouvement des migrants méso-américains, Movimiento Migrante Mesoamericano (M3)
 - Activités en faveur des droits de l'homme du centre de refuge pour les migrants, „La 72” Hogar – Refugio para Personas Migrantes
 - Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale
- 55 208,92 euros**

Nicaragua

- Campagne sur la prévention de l'insuffisance rénale chronique à El Viejo, Asociación Chinantlan
- Défense des droits contre la concession du canal interocéanique

- et autres mégaprojets, Fundación Popol Na para la Promoción y el Desarrollo Municipal (Popol Na)
 - Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale
- 39 394,89 euros**

ASIE

Afghanistan

- Apport à la résolution des conflits ethniques en Afghanistan au niveau communal, (AHRDO)
 - Soutien institutionnel à AHRDO
 - (Re)mobilisation des forces pacifiques et démocratiques en faveur d'un changement sociétal, AHRDO
- 103 799,48 euros** [y compris soutien du AA et stiftung m.i.]

Bangladesh

- Fonds de réhabilitation pour les victimes du Rana Plaza, Gonoshasthaya Kendra (GK)
 - Mission d'enquête sur l'effondrement du Rana Plaza, European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR)
- 29 053,98 euros**

Népal

- Ateliers de jeunes pour la réhabilitation de communautés et la promotion de la transparence de l'aide humanitaire, Association of Youth Organizations in Nepal (AYON)
 - Nepal Youth Corps : Renforcement et participation des communautés locales grâce à l'implication et à la promotion des jeunes, AYON
 - Réhabilitation et amélioration de l'éducation, de la santé et des bases d'existence dans des communautés scolaires, Health And Nutrition Development Society (HANDS, Société de développement de la santé et de la nutrition) et Environmental Camps for Conservation Awareness (ECCA)
 - Formations et soutien dans les domaines de la construction, de l'agriculture et de la santé, Nepal Development Society (NEDS)
- 535 374,93 euros**

Pakistan

- Construction d'un centre de prévention des catastrophes à Karachi, Health and Nutrition Development Society (HANDS, Société de développement de la santé et de la nutrition)
 - Prévention des catastrophes et reconstruction résiliente aux catastrophes dans le Nord Sindh, Pakistan, HANDS
 - „Lighting Lives in Pakistan”- Des lampes solaires à LED pour le Sindh rural, HANDS
 - Programme de santé psychosociale à base communautaire à Karachi, HANDS
 - Soutien au mouvement des paysans sans terre et à une coopérative agricole modèle, National Trade Union Federation (NTUF, Fédération syndicale nationale)
 - Mise en application des droits du travail et amélioration des conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, NTUF
 - Soutien du recours en indemnité des victimes de l'incendie de l'usine textile Ali Entreprise contre KIK Textilien, European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR)
 - Exemple KIK – modèle virtuel des conditions de travail fatales dans les usines textiles de l'Asie du Sud, ECCHR
- 528 798,82 euros** [y compris soutien du BMZ]

Philippines

- Programme de reconstruction et de réhabilitation des communes du Samar dévastées par le typhon Haiyan, Samahang Operasyong Sagip (SOS)
 - Aide d'urgence aux familles touchées par le typhon Melor (Nonan) dans le nord de Samar, SOS
 - Développement des connaissances et des capacités afin de consolider le programme de reconstruction et de réhabilitation, SOS
 - Quatre ans après le typhon Yolanda / Haiyan. Recherche, organisation et plaidoyer, IBON Foundation
- 321 821,12 euros**

Sri Lanka

- Soutien à la réinstallation durable de réfugiés de la guerre civile retournant dans le nord du Sri Lanka, Social, Economical and Environmental Developers (SEED)
- Promotion d'une culture de la paix dans les communes déchirées par la guerre, SEED

12 APERÇU DES PROJETS

- Transformation des conflits et consolidation de la paix au niveau communal : échanges Sud-Sud entre SEED (Sri Lanka) et Sinani (Afrique du Sud)
 - Soutien institutionnel à SEED
- 262 643,71 euros** (y compris soutien du BMZ et stiftung m.i.)

PROCHE - ORIENT / MOYEN - ORIENT

Irak [territoire kurde]

- Soutien aux personnes déplacées du centre de l'Irak et préparation de l'accueil de nouveaux réfugiés venant de Mosoul, HAUKARI e.V.
 - Expansion de la Maison culturelle et des jeunes de Kifri en un centre de dialogue entre des personnes déplacées et les communes d'accueil, HAUKARI e.V.
- 65 508,85 euros**

Liban

- Soutien au Marsa Sexual Health Center, MARSÀ
 - Autonominisation de jeunes réfugiés palestiniens, Nashet Association
 - Soins médicaux de base aux réfugiés Syriens dans la Plaine de la Bekaa et à Beyrouth, AMEL Association
 - Appui aux femmes et aux jeunes dans leurs activités de développement communautaire dans les communes palestiniennes marginalisées dans le Grand Beyrouth et dans le sud du Liban, Popular Aid for Relief and Development [PARD]
- 596 072,29 euros** (y compris soutien du AA)

Palestine/Israël

- Amélioration de l'accès à des services de soins de santé de base en Cisjordanie, fourniture de médicaments dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, Palestinian Medical Relief Society (PMRS)
 - Renforcement des services de santé et des patients par rapport aux maladies chroniques dans la Bande de Gaza, PMRS
 - Achat d'une ambulance pour les secours d'urgence de PMRS
 - École pour la santé de base communautaire - étude d'impact, PMRS
 - Soutien à l'école pour la santé de base communautaire, PMRS
 - Défense des droits fonciers des Palestiniens dans la vallée de la Jourdain, Union of Agricultural Work Committees (UAWC)
 - Soutien institutionnel aux Physicians for Human Rights - Israël (PHR-IL)
 - Promotion de la santé grâce à des cliniques mobiles dans les territoires occupés, PHR-IL
 - Appui à la clinique ouverte Jaffa, PHR-IL
 - Soutien institutionnel à Breaking the Silence pour le travail sur les activités de l'armée israélienne dans les territoires occupés, Breaking the Silence
 - Soutien institutionnel pour des recherches par rapport aux profiteurs de l'occupation, Who Profits
 - Soutien institutionnel au Legal Center for Arab Minority Rights in Israel (Adalah)
 - Promotion du plaidoyer et du lobbying de l'UE pour une politique plus juste au Moyen-Orient, European Middle East Project (EuMEP)
 - Soutien institutionnel au Freedom Theatre de Jénine, The Freedom Theatre (TFT)
 - Campagne de dépistage précoce du cancer du sein, traitement médical/psychologique et accompagnement des patientes atteintes d'un cancer du sein dans la Bande de Gaza, Culture and Free Thought Association (CFTA)
 - Programme de santé scolaire, Medical Relief Society Jerusalem
 - Soutien institutionnel aux activités médiatiques alternatives d'Israël Social TV
 - Dépenses du bureau des projets à Ramallah
- 2 184 775,59 euros** (y compris soutien du AA, BMZ, m.i. CH et MAP)

Syrie

- Aide humanitaire aux réfugiés syro-palestiniens dans les camps de Yelda et Yarmouk à Damas, JAFRA
- Soutien de la gynécologie d'un centre de santé à Kobanê, Rojava Dernegi
- Soutien à des filles et jeunes femmes palestiniennes ayant fui la Syrie et se trouvant dans le camp Ein el Hilweh [Saida/Liban], Nashet
- Extension et soutien du système de santé dans le nord de la Syrie (Rojava) et Shengal (Irak du Nord) et aide d'urgence aux personnes ayant fui de Mossoul à Rojava, coordination du conseil de santé de Rojava
- Soutien d'un centre de femmes à Douma
- Ramassage d'ordures, campagnes de sensibilisation sur la prévention

- des maladies et réhabilitation d'une banque du sang dans la région de Daara, Adopt a Revolution (AaR) et Civil Society Center (CSC), Daraa
 - Soutien à des écoles autogérées à Erbin, Local Coordination Committees (LCC)
 - Dépenses du bureau des projets
- 1 492 969,59 euros** (y compris soutien du AA et stiftung m.i.)

Turquie [territoire kurde]

- Soutien des populations touchées par les combats et aide alimentaire pour les Kurdes ayant fui les territoires occupés vers la Turquie, Rojava Dernegi (Hilfe und Solidarität mit Rojava e.V.)
 - Assistance juridique aux Kurdes menacés d'expropriation à Diyarbakir-Sur, Mesopotamia Lawyers Association
- 101 551,43 euros**

AUTRES

Migration

- Travail d'information critique dans les médias et formation, Bundesarbeitsgemeinschaft der psychosozialen Zentren für Flüchtlinge und Folteropfer (BAFF)
 - Campagne nationale pour l'amélioration de l'accès des demandeurs d'asile aux services de santé, Büro für medizinische Flüchtlingshilfe [Medibüro]
 - Moving Europe, Forschungsgesellschaft Flucht und Migration (FFM, association de recherche sur l'asile et la migration)
 - Film documentaire sur la politique australienne des réfugiés, Internationaler Menschenrechtsverein Bremen
 - Réseau de soutien psychosociale aux réfugiés - consultations, référence, formation, Frankfurter Arbeitskreis Trauma und Exil e.V. (FATRA)
 - Académie des migrations africaines et plaidoyer auprès des chefs d'Etat Africains, Association Visions Solidaires
 - Mission de monitoring au Niger, Association Visions Solidaires
 - Projet d'extension du centre d'hébergement des femmes migrantes et de leurs enfants au Maroc, Afrique Europe Interact (AEI) und Association des Réfugiés et Demandeurs d'Asile Congolais au Maroc (ARCOM)
 - Soutien à des réfugiés vulnérables à Athènes, Diktyo
 - Exposition itinérante sur la route des Balkans, Universität de Göttingen
 - Assistance aux réfugiés. Anti-Rassismus-Telefon Essen (ART)
- 364 964,44 euros** (y compris soutien de la stiftung m.i.)

Santé mondiale

- Soutien institutionnel au People's Health Movement (PHM)
 - Soutien à la 6ème Université internationale pour la santé du peuple, Movimiento para la Salud de los Pueblos América Latina (MSP-LA) par l'intermédiaire du Centro de Información y Servicios de Asesoría en Salud (CISAS)
 - Elaboration d'un document sur „ la santé dans l'aide humanitaire „, Koordinationsausschuss Humanitäre Hilfe des AA (comité de coordination de l'aide humanitaire du ministère des Affaires étrangères), medico
 - Soutien à Medicus Mundi International et Global Geneva Health Hub
 - Responsabilité sociétale des entreprises extractives dans le domaine de la santé en Afrique australe et orientale, EQUINET via le Training and Research Support Centre (TARSC)
- 164 886,24 euros** (y compris soutien du AA et de la stiftung m.i.)

Légende des abréviations utilisées

- AA : Ministère des Affaires Étrangères
- BMZ : Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement
- ECHO : Office humanitaire de la Communauté européenne
- MAP: Medical Aid for Palestine, Canada
- m.i. CH : medico international Suisse
- stiftung m.i.: Fondation medico international

Rapport financier 2016

BILAN ET PERSPECTIVES

Le budget global dont medico international disposait dans la période sous revue s'élevait à 18 435 427,67 euros. Par rapport à l'année précédente, il a ainsi progressé de 11,7 %, ce qui est dû pour l'essentiel à une augmentation à hauteur de 1,2 millions d'euros des subventions de donateurs institutionnels.

RECETTES

En 2016, la somme des dons reçus par medico s'élevait au total à 5 364 799,21 euros. Bien que les subventions reçues des institutions publiques aient augmenté de 26,9 %, passant ainsi à 5 607 551,51 dans l'année sous revue, elles restent cependant dans des limites qui ne mettent pas l'indépendance de medico en danger. L'évolution des nouvelles adhésions de membres donateurs privés, dont le nombre s'est une nouvelle fois accru de 220 membres permanents, constitue un autre motif de satisfaction.

DÉPENSES

En 2016, medico de nouveau a obtenu le label « Spendensiegel » du « Deutsches Zentralinstitut für Soziale Fragen » (Institut central allemand pour les questions sociales – DZI). En 2016, les dépenses au titre des activités statutaires de medico se sont élevées au total à 10 701 147,69 euros (soit 92,06 % des dépenses totales). Selon une ventilation plus détaillée, nous avons dépensé 8 768 987,91 euros (75,44 %) pour le soutien apporté à des partenaires et des projets, 1 081 120,33 euros (9,30 %) pour l'accompagnement de projets et 851 039,45 euros (7,32 %) pour des campagnes et activités de sensibilisation et d'information. Les dépenses consacrées à des actions publicitaires et à l'administration se sont élevées à 923 122,09 euros, ce qui représente 7,9 % des dépenses totales. Les dépenses consacrées aux projets ont augmenté de 30,8 % dans l'année sous revue.

PROJETS

Dans la période sous revue, nous avons globalement apporté un soutien à 120 projets, dont des programmes en cours que nous avons continué de soutenir tels que l'aide d'urgence apportée à des réfugiés syriens en Libye et dans les régions kurdes du nord de la Syrie, le renforcement des services de santé en Palestine et la fourniture de médicaments aux camps de réfugiés sahraouis. Nous avons accordé la plus grande attention aux efforts déployés afin d'améliorer les conditions de sécurité au travail et le respect des normes sociales, notamment au Bangladesh et au Pakistan.

RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Le résultat de l'année 2016 confirme une nouvelle fois que les activités de medico reposent sur des bases financières solides. L'écho considérable trouvé en 2016 dans l'opinion publique et dans les médias témoigne d'une forte adhésion aux objectifs et aux préoccupations de medico. La pression exercée pour trouver des politiques sociales alternatives joue un rôle important dans ce contexte. C'est en cela que réside la force de l'approche particulière de medico qui, en plus de dénoncer le scandale de la détresse et de l'injustice, laisse également entrevoir la vision d'un ordre mondial différent basé sur la solidarité au travers de projets concrets et d'exigences politiques claires. Le spectre social dans lequel s'inscrit l'action de medico est large, allant de communautés ecclésiastiques, d'initiatives et de comités de solidarité aux pouvoirs publics en passant par les syndicats, des fondations politiques, le monde scientifique et les milieux culturels. Il est réjouissant de constater que medico parvient de plus en plus à également enthousiasmer les jeunes pour son travail. Les risques que les activités de medico mettent à jour menacent principalement ses partenaires du Sud global. Les problèmes croissants auxquels ils se voient confrontés sont à double tranchant : d'une part, le fossé entre les besoins d'action qu'ils voient et les moyens dont ils disposent se creuse, de l'autre les mesures de plus en plus strictes et souvent répressives prises par les pouvoirs publics ne cessent de rétrécir l'espace dans lequel peut se déployer l'engagement de la société civile.

BILAN

medico continue de disposer de bases solides pour son engagement. Le fait que son indépendance vis-à-vis des subventions publiques continue d'être assurée est un motif de satisfaction. La forte adhésion remportée par medico témoigne d'une prise de conscience fortement accrue du fait qu'à elle seule l'aide ne suffit plus à surmonter les problèmes du monde. Il est nécessaire de sans cesse renvoyer à cette notion critique de l'aide qui trouve son expression dans un élan de solidarité envers tous ceux qui dans leur contexte de vie se battent pour faire valoir leur droit à la santé.

Thomas Gebauer

RÉSULTAT TOTAL

PRODUITS	2016	2015
Dons monétaires	4 699 963,76	4 743 510,96
Donations de « Bündnis Entwicklung Hilft »	664 835,45	1 340 829,15
Co-financements publics	5 433 294,67	4 234 929,97
Donations - donateurs privés	174 256,84	182 293,90
Donations de la Fondation medico international	280 000,00	130 000,00
Testaments	222 115,49	49 136,37
Amendes	11 396,00	52 920,00
Intérêts	6 972,61	19 862,67
Cotisations des membres	7 433,12	8 737,64
Revenus provenant d'autres périodes comptables	0,00	54 537,70
Autres recettes	8 481,70	34 358,56
TOTAL PRODUITS	11 508 749,64	10 851 116,92

Réserves

au titre de l'article 58, point 6 du livre des procédures

fiscales – Situation au 1^{er} janvier 4 693 979,43 3 697 745,42

pour des projets dont la réalisation a été décidée au 31.12., mais pour lesquels le décaissement des fonds n'a pas pu être effectué ou n'a pas pu avoir lieu ainsi que pour des reliquats de fonds affectés et pour garantir la capacité de performance de l'association.

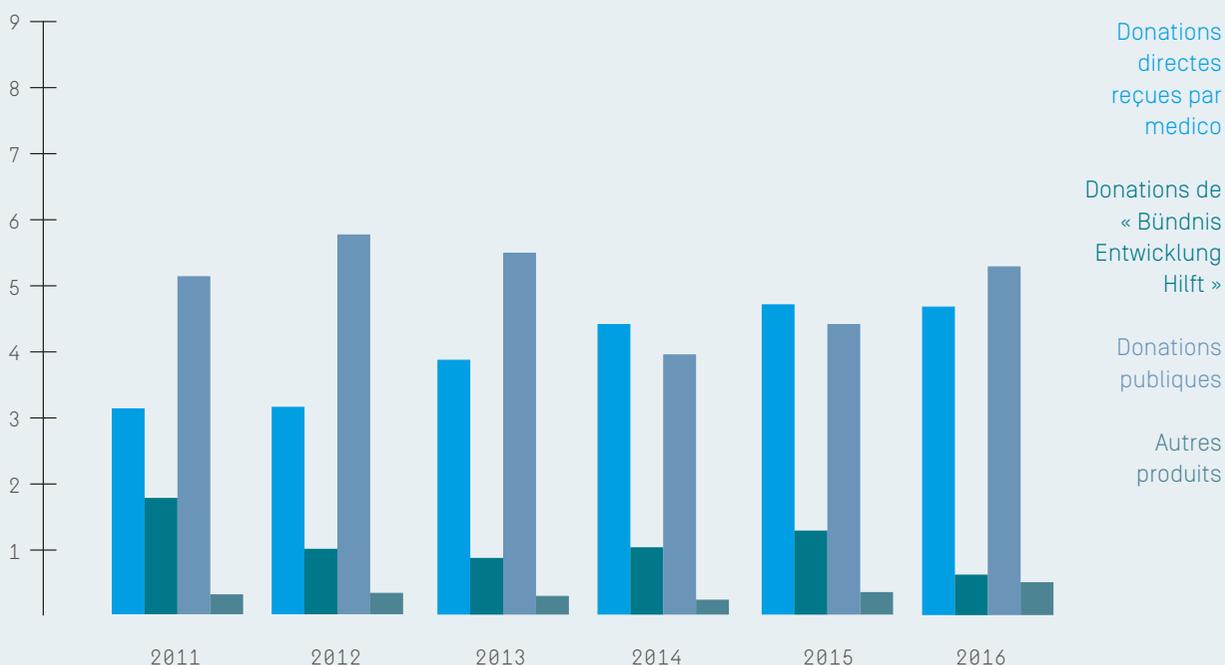
Réserve libre au titre de l'article 58, point 7a

du livre des procédures fiscales 1 992 000,00 1 732 000,00

Capital de l'association au 1^{er} janvier 240 698,60 224 266,35

BUDGET 18 435 427,67 16 505 128,69

ÉVOLUTION DES RECETTES [EN MILLIONS D'EUROS]



CHARGES	2016	2015
Soutien apporté aux projets _____	8 768 987,91 _____	6 703 505,18
Accompagnement de projets _____	1 081 120,33 _____	982 266,55
Campagnes de sensibilisation et actions d'information prévues par les statuts _____	851 039,45 _____	930 911,44
Publicité et communication _____	286 488,59 _____	297 900,94
Administration _____	636 633,50 _____	663 866,55

TOTAL CHARGES _____ **11 624 269,78** _____ **9 578 450,66**

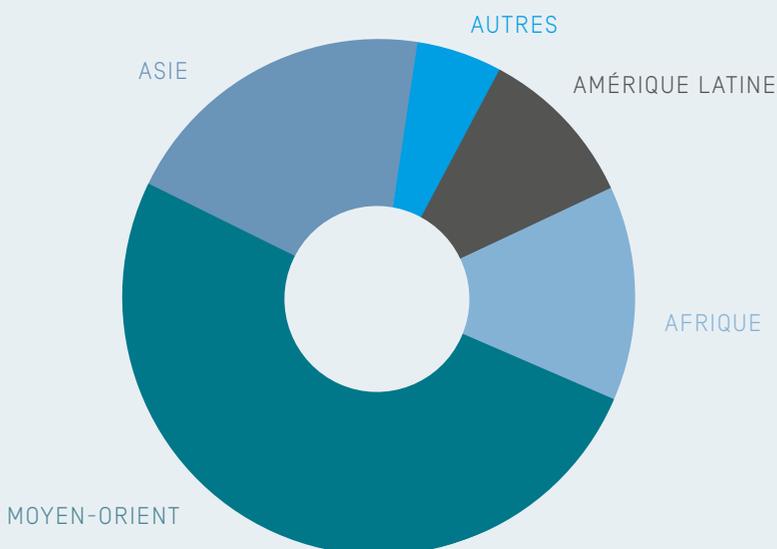
Réserves
au titre de l'article 58, point 6 du livre des procédures
fiscales – Situation **au 31 décembre** _____ 4 480 088,44 _____ 4 693 979,43
pour des projets dont la réalisation a été décidée l'année
précédente, mais pour lesquels le décaissement des fonds
n'a pu être effectué ou n'a pu avoir lieu que partiellement jus-
qu'au 31.12, pour des reliquats de fonds affectés ainsi que pour
garantir la capacité de performance de l'association

Réserve libre au titre de l'article 58, point 7a
du livre des procédures fiscales _____ 2 106 000,00 _____ 1 992 000,00

Capital de l'association **au 31 décembre** _____ 225 069,45 _____ 240 698,60

BUDGET _____ **18 435 427,67** _____ **16 505 128,69**

DÉPENSES DE COOPÉRATION PAR RÉGION



ORGANIGRAMME DE MEDICO INTERNATIONAL E.V.

